



Organisation  
internationale  
du Travail



# RAPPORT MONDIAL SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS

Ouvrir aux jeunes la voie du travail décent



# 2015

Résumé



## Résumé

Le besoin d'une accélération des actions mondiales de lutte contre le travail des enfants et le manque de possibilités de travail décent pour les jeunes est très clair. Quelque 168 millions d'enfants effectuent toujours du travail des enfants, alors que, parallèlement, il y a 75 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans au chômage et beaucoup plus qui doivent accepter des emplois qui ne leur apportent pas un revenu équitable, la sécurité au travail, une protection sociale ou d'autres caractéristiques essentielles du travail décent.

Le présent Rapport mondial se concentre sur le double défi de l'élimination du travail des enfants et de l'assurance d'un travail décent pour les jeunes. Cette orientation découle des obstacles que le travail des enfants et le manque de travail décent pour les jeunes représentent pour la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015, ainsi que les rapports étroits qui existent entre eux. Le présent Rapport mondial montre qu'il ne sera pas possible de parvenir à un travail décent pour tous, probablement un des principaux objectifs du développement durable pour l'après-2015, sans éliminer le travail des enfants et sans combler le manque de travail décent auquel sont confrontés les jeunes.

Le rapport commence par une analyse préalable des normes, concepts et politiques. Il passe ensuite à une discussion sur les liens à double sens entre le travail des enfants et l'emploi des jeunes: d'abord, comment le travail des enfants et l'abandon scolaire précoce affectent les voies de transition des jeunes et leurs éventuelles possibilités d'emploi; ensuite, comment les difficultés d'emploi des jeunes et le peu de rendements de l'éducation peuvent influencer les décisions des ménages au sujet du travail des enfants et d'une scolarité précoce dans le cycle de vie. Le rapport traite ensuite de la question du travail des enfants chez les adolescents âgés de 15 à 17 ans, groupe intermédiaire pertinent pour élargir les efforts relatifs tant au travail des enfants qu'à l'emploi des jeunes. Il s'achève par un ensemble de recommandations destinées à aligner et à améliorer la cohérence des politiques et programmes de lutte contre le travail des enfants et contre le manque de travail décent pour les jeunes.

### Comment le travail des enfants et l'abandon scolaire précoce affectent les voies de transition des jeunes et leurs éventuelles possibilités d'emploi

Les données provenant du programme de l'OIT "Enquêtes sur la transition de l'école vers la vie active" (ETVA) indiquent que 20 à 30 pour cent des adolescents et des jeunes adultes des pays à faibles revenus du programme ETVA, terminent leur transition vers le marché du travail à l'âge de 15 ans, c'est-à-dire en tant qu'enfants travailleurs<sup>1</sup>. La même source indique que chaque fois plus de jeunes de ces pays abandonnent l'école avant cet âge, à cause, *entre autres*, de la pauvreté, de la vulnérabilité sociale, de problèmes d'accès à l'éducation et de sa qualité, ainsi que de pressions sexospécifiques<sup>2</sup>.

Comment les possibilités d'emploi des anciens enfants travailleurs et des autres qui commencent leur transition vers le marché du travail à un âge précoce diffèrent-elles de celles

---

<sup>1</sup> BIT: *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013: une génération menacée* (Genève, 2013).

<sup>2</sup> Pour une analyse plus détaillée, voir par exemple, BIT: *Rapport mondial sur le travail des enfants: Vulnérabilité économique, protection sociale et lutte contre le travail des enfants* (Genève, 2013); et BIT: *Tous unis contre le travail des enfants. Rapport inter-agences en vue de la Conférence mondiale sur le travail des enfants de La Haye de 2010* (Genève, 2010).

des autres jeunes? Des comparaisons entre les possibilités d'emploi et de scolarité de ceux qui travaillaient déjà à l'âge de 15 ans et ceux qui ont commencé à travailler après cet âge, nous donnent un certain aperçu de la question.

Les résultats de ces comparaisons sont cohérents parmi les 12 pays dont les données sont disponibles - une expérience antérieure de travail des enfants est associée à de moindres résultats éducatifs et à un travail moins rémunéré, qui ne remplit pas les critères de base du travail décent<sup>3</sup>. En d'autres termes, le travail des enfants présente non seulement des risques immédiats pour la santé, la sécurité et le développement, mais est aussi associé à des perspectives de revenus compromises et à moins de chance de trouver un travail décent à long terme.

Toutefois, ces comparaisons ne nous disent rien des trajectoires de transition adoptées par les jeunes avec des antécédents différents en termes de travail et de scolarité, information qui est essentielle pour comprendre *si* l'abandon scolaire précoce et l'entrée prématurée dans le travail influencent les possibilités d'emploi au cours de la jeunesse. Nous passons donc à la question de la *transition* vers le travail, et cherchons à savoir comment l'abandon scolaire précoce peut l'influencer, en utilisant des techniques économétriques plus précises, fondées sur des informations tirées du programme de l'OIT "Enquêtes sur la transition de l'école vers la vie active" (ETVA)<sup>4</sup>.

Les résultats de l'analyse indiquent que ceux qui abandonnent l'école avant l'âge de 15 ans courent généralement davantage de risques de rester hors du monde du travail, c'est-à-dire qu'ils ne compléteront jamais leur transition vers le marché du travail. En même temps, les enfants qui abandonnent l'école de manière précoce mais qui finalement réussissent leur transition vers le marché du travail prennent plus longtemps pour le faire et, généralement, sont moins susceptibles d'obtenir des emplois stables (définis par nous comme du travail rémunéré avec un contrat de 12 mois ou plus) que les jeunes qui ont atteint un niveau d'éducation plus élevé. À son tour, la stabilité de l'emploi est essentielle pour la sécurité du poste de travail et, finalement, pour le travail décent, qui est le résultat souhaité de la transition vers le marché du travail. L'expérience du marché du travail de ceux qui quittent précocement l'école est donc davantage susceptible d'être caractérisée par une succession d'emplois à court terme, souvent entrecoupés de périodes de chômage et d'absences du marché du travail.

Pris dans leur ensemble, les résultats renforcent un message central du présent rapport: dans bien des pays, les actions visant l'abandon précoce de l'école et le travail des enfants sont fondamentales pour élargir les efforts qui cherchent à assurer un travail décent aux jeunes.

## Pourquoi la situation de l'emploi des jeunes influence-t-elle le travail des enfants

Comment les conditions du marché du travail, auxquelles les jeunes font face, sont-elles pertinentes dans la lutte contre le travail des enfants? En théorie, la réponse est claire. De mauvaises perspectives d'emploi pour les jeunes peuvent démotiver l'investissement dans

<sup>3</sup> Le travail décent résume les aspirations des gens au cours de leur vie active. Il sous-entend des opportunités de travail productives et rémunérées par des revenus équitables, qui se déroulent sur un lieu de travail sûr et qui permettent d'assurer une protection sociale pour les familles, de meilleures opportunités de développement personnel et d'intégration sociale, la liberté des personnes d'exprimer leurs préoccupations, de s'organiser et de participer aux décisions relatives à leur vie, ainsi que l'égalité des chances et de traitement entre femmes et hommes.

<sup>4</sup> Des techniques économétriques sont utilisées afin de tenir compte du fait que tous les jeunes ayant éventuellement effectué la transition vers le marché du travail ne l'ont pas réellement fait au moment de l'étude dans chaque pays. Pour de plus amples détails concernant la méthodologie, veuillez consulter UCW: *Pathways to work in the developing world: An analysis of young persons' transition from school to the workplace*. Document de travail (Rome, 2014).

l'éducation des enfants au début du cycle de vie, alors qu'une conception plus positive de l'emploi des jeunes peut avoir un effet contraire. En d'autres termes, les familles sont davantage susceptibles de renoncer aux revenus à court terme du travail des enfants lorsque les revenus à long terme de celle-ci sont suffisants pour que ce compromis soit rentable.

Dans ce rapport, nous examinons des données factuelles provenant d'études de cas du monde réel, relatives à l'incidence de l'emploi des jeunes sur le travail des enfants et les décisions de scolarisation. Globalement, les cas cités indiquent que, conformément à la théorie, une demande accrue de travailleurs qualifiés est accompagnée par une augmentation de la scolarisation et une diminution du travail des enfants. Néanmoins, il s'agit là d'un domaine où subsistent de fortes lacunes de connaissances.

Le premier cas se concentre sur l'impact de l'accès des fermiers à des semences à haut rendement dans un ensemble de villages en Inde, à la fin des années 1960<sup>5</sup>. Les fermiers ayant un niveau d'éducation plus élevé étaient sans doute mieux équipés pour suivre ce processus d'expérimentation et d'apprentissage, puis pour obtenir davantage de bénéfices des nouvelles semences<sup>6</sup>. En d'autres termes, l'introduction de ces semences a augmenté les bénéfices de l'éducation. Les résultats de cette étude de cas montrent que dans les secteurs où les nouvelles semences étaient le plus profitables en raison de sols et de conditions climatiques favorables, et où l'augmentation des bénéfices de l'éducation était donc plus importante, les ménages ont réagi par une augmentation de l'inscription de leurs enfants à l'école<sup>7</sup>. Cependant, et cela correspond aux expériences des autres pays, les résultats montrent également que l'accès à des services (dans ce cas des écoles) était une condition nécessaire pour qu'une augmentation potentielle des bénéfices de l'éducation ait une influence sur la scolarisation.

Une autre expérience intéressante menée en Inde concerne la croissance rapide du secteur des technologies de l'information (TI) depuis les années 1990, ce qui a aussi affecté fortement les bénéfices de l'éducation sur le marché du travail indien. La croissance de ce secteur a entraîné une forte augmentation de la demande de travailleurs hautement qualifiés, en particulier ceux ayant une bonne connaissance de la langue anglaise. Une étude de ce cas montre que, entre 1995 et 2003, les districts qui ont enregistré l'arrivée la plus importante d'entreprises et d'emplois dans le secteur des services de TI ont également enregistré la plus forte augmentation d'inscription scolaire. L'étude montre aussi que l'augmentation de l'inscription scolaire était particulièrement marquée dans les écoles où l'anglais était la langue d'enseignement<sup>8</sup>.

Deux autres cas offrent une vision supplémentaire de la manière dont la scolarisation des enfants peut être affectée par des changements dans les bénéfices de l'éducation, sur un marché du travail local. Le premier cas concerne la croissance rapide du secteur de l'habillement

<sup>5</sup> Rosenzweig, M.R.: «Why are there returns to schooling?», dans *American economic review*, vol. 85, n° 2, pages 153-158 (1995).

<sup>6</sup> De gros propriétaires terriens, qui avaient un meilleur accès à des facteurs de production comme les tracteurs, les puits, les engrais et les pesticides ont également bénéficié d'un avantage considérable dans ce contexte.

<sup>7</sup> Foster, A.D. et Rosenzweig, M.R.: «Technical change and human capital returns and investments: evidence from the green revolution», dans *American economic review*, vol. 86, n° 4, pages 931-953 (1996). Les auteurs de l'étude n'enquêtent pas sur le rôle éventuel d'un effet de substitution pour expliquer ce résultat. Il est toutefois possible que l'introduction des semences à haut rendement ait également fait diminuer les besoins de main-d'œuvre dans la ferme, y compris de travail fourni par des enfants.

<sup>8</sup> Shastry, G.K.: «Human capital response to globalization : education and information technology in India», dans *Journal of human resources*, vol. 47, n° 2, pages 287-330 (2012).

au Bangladesh<sup>9</sup>. Cette croissance a principalement profité aux femmes, parce que ce secteur emploie surtout des femmes et parce que l'éducation était associée à de meilleures conditions de travail en rapport avec les alternatives à disposition. Une étude de l'impact de l'expansion du secteur de l'habillement montre que la scolarisation des filles les plus jeunes (âgées de 5 à 10 ans), a *augmenté* en proportion directe avec le taux d'expansion du secteur de l'habillement.

Le second cas concerne l'expansion rapide de l'industrie manufacturière d'exportation à la fin des années 1980 et dans la décennie de 1990 au Mexique. Cette étude conclut que les effets des ouvertures d'usines dépendent du type de main-d'œuvre demandée: l'augmentation des possibilités d'emploi peu qualifiés (c'est-à-dire des emplois requérant un niveau d'éducation bas) tend à diminuer le niveau scolaire, alors que l'augmentation des possibilités d'emploi hautement qualifiés tend à augmenter le niveau scolaire<sup>10</sup>.

D'autres études de cas soulignent l'importance de la connaissance et des perceptions. Clairement, s'ils ne sont pas conscients (ou perçoivent faussement) un changement des bénéfices de l'éducation, les parents seront incapables de réagir à ce changement ou peuvent réagir d'une manière qui n'est pas cohérente avec les signaux du marché du travail. Une étude menée en République dominicaine a trouvé que, au vu d'informations indiquant que les bénéfices réels de l'éducation sur le marché du travail étaient plus élevés que ce qu'ils pensaient initialement, des enfants sont restés à l'école plus longtemps et ont retardé leur entrée sur le marché du travail. Dans le même ordre d'idées, il a été démontré à Madagascar que l'apport d'informations aidait les étudiants et les parents à évaluer plus précisément les bénéfices moyens de l'éducation, ce qui a entraîné une augmentation de scolarisation des enfants<sup>11</sup>.

Ces conclusions constituent un argument supplémentaire important pour traiter en parallèle les questions de l'emploi des jeunes et du travail des enfants – non seulement le travail des enfants influence l'emploi des jeunes, mais les perspectives d'emploi des jeunes affectent pleinement le travail des enfants. Élargir les possibilités de travail décent pour les jeunes, notamment pour les jeunes vulnérables, constitue une composante importante d'une stratégie plus large pour traiter le travail des enfants. Les interventions destinées à illustrer les bénéfices de l'éducation sont également pertinentes dans ce contexte.

## Travail des enfants parmi les adolescents âgés de 15 à 17 ans

Le travail dangereux parmi les adolescents qui ont atteint l'âge minimum d'admission à l'emploi ou travail, mais qui ne sont pas encore des adultes (c'est-à-dire le groupe d'âge de 15 à 17 ans)<sup>12</sup> constitue une pire forme du travail des enfants et une violation des normes internationales du travail. La Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des

---

<sup>9</sup> Dans le contexte du secteur de l'habillement au Bangladesh, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et la Société financière internationale de la Banque mondiale ont lancé le programme «Travailler mieux au Bangladesh» en novembre 2013, dans le but de fournir des évaluations du respect, par les fabriques, de la législation nationale et des normes internationales fondamentales du travail, de publier des compte-rendus publics transparents sur les conclusions et de fournir des conseils aux fabriques pour leur permettre de procéder aux améliorations nécessaires. Le partenariat entre le gouvernement, les employeurs, les syndicats, les acheteurs et d'autres parties prenantes du secteur va se concentrer sur la promotion de changements durables dans le domaine, en aidant les fabriques à se préoccuper des conditions de travail et à créer des capacités de gestion de la main-d'œuvre et des relations travailleurs-direction au niveau de la fabrique. Le programme fournira également une formation et des conseils aux fabriques, pour permettre à celles-ci d'améliorer les conditions de travail et la compétitivité.

<sup>10</sup> Atkin, D.: *Endogenous skill Acquisition and export manufacturing in Mexico*, document de travail (2012).

<sup>11</sup> Nguyen, T.: *Information, role, models and perceived returns to education: experimental evidence from Madagascar*, Projet de document de travail (2008).

<sup>12</sup> Dans les pays où l'âge minimum général d'admission à l'emploi est de 14 ans, l'âge limite inférieur devrait aussi être techniquement de 14 ans. Toutefois, à des fins de comparaison, dans ce chapitre, nous appliquons l'âge limite inférieur de 15 ans à tous les pays.

enfants (1999), demande aux pays de prendre des mesures immédiates et efficaces pour abolir cette pire forme de travail des enfants, ainsi que toutes les autres, de toute urgence<sup>13</sup>.

C'est dans le groupe d'âge des 15 à 17 ans que les objectifs pour éliminer le travail des enfants et aborder le manque de travail décent pour les jeunes interagissent le plus clairement. En termes simples, il ne sera pas possible de parvenir à l'élimination globale du travail des enfants sans lutter contre le travail des enfants chez les plus âgés. De même, les adolescents âgés de 15 à 17 ans astreints au travail dangereux représentent un obstacle majeur pour parvenir au travail décent pour tous les jeunes. Alors que ce groupe d'adolescents font l'objet d'un intérêt commun aussi bien pour le travail des enfants que pour l'emploi des jeunes, il bénéficie rarement de l'attention prioritaire requise dans chacun de ces domaines.

Les dernières estimations mondiales de l'OIT pour 2012 indiquent que tant en pourcentage qu'en nombres absolus, le travail dangereux parmi les adolescents âgés de 15 à 17 ans atteint des niveaux importants:

- les adolescents âgés de 15 à 17 ans qui effectuent des travaux dangereux sont 47,5 millions;
- les adolescents âgés de 15 à 17 ans qui effectuent des travaux dangereux représentent 40 pour cent des travailleurs âgés de 15 à 17 ans, ce qui constitue un indicateur clair du manque de travail décent auquel ce groupe d'âge est confronté; et
- les adolescents âgés de 15 à 17 ans qui effectuent des travaux dangereux représentent plus d'un quart (28 pour cent) de l'ensemble des enfants astreints au travail des enfants.

Des estimations nationales indiquent qu'il y a des pourcentages importants de jeunes effectuant des travaux dangereux dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles, bien que de grandes différences existent entre les pays et les régions<sup>14</sup>.

Ces chiffres saisissants soulignent l'importance d'accorder une attention toute particulière au groupe d'âge critique des 15 à 17 ans dans les actions de lutte contre le travail des enfants et dans celles de promotion du travail décent pour les jeunes. Il est essentiel de tenir compte du travail dangereux dans les programmes de travail des jeunes, puisque les travaux dangereux chez les adolescents peuvent créer d'énormes barrières – éducatives, physiques, psychologiques, sociales – qui empêchent un jeune de se battre avec succès pour de bons emplois à l'avenir.

## La voie à suivre: une approche politique cohérente pour lutter contre le travail des enfants et le manque de travail décent pour les jeunes

Nous avons démontré ci-dessus les liens étroits entre le travail des enfants et l'emploi des jeunes. Dans cette section nous analysons la conclusion politique logique découlant de ces liens – *le besoin d'une approche politique cohérente qui lutte de manière intégrée contre le travail des enfants et le manque de travail décent*. Se tournant vers l'avenir, la promotion du travail décent pour tous sera une des sections essentielles du Programme de développement pour l'après-2015. Une telle approche politique cohérente de l'éducation, du travail des enfants et de l'emploi des jeunes sera fondamentale pour atteindre cet objectif.

La cohérence politique signifie des politiques qui tiennent pleinement compte des rapports étroits entre le travail des enfants et les résultats de l'éducation et de l'emploi des jeunes dans les

<sup>13</sup> Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants (1999) concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination. (Entrée en vigueur: le 19 novembre 2000).

<sup>14</sup> Dans la mesure où les instruments d'enquête et les données de référence de celles-ci diffèrent de pays à pays, les comparaisons nationales sont purement indicatives.

pays où le travail des enfants est une question pertinente. La Figure 1 illustre ceci en des termes plus concrets. Un ensemble de politiques au début du cours du cycle de vie est nécessaire pour promouvoir la scolarisation en tant qu'alternative au travail des enfants et, après cela, pour assurer que les enfants entrent dans l'adolescence avec les aptitudes et les compétences nécessaires pour poursuivre leur apprentissage et s'assurer un travail décent. Ces fondements sont à leur tour fondamentaux pour le succès des politiques lors de l'étape suivante du cycle de vie, afin de promouvoir de meilleurs résultats dans l'emploi des jeunes et d'assurer une transition réussie de l'éducation au travail décent. Les succès politiques enregistrés dans la création de possibilités de travail décent pour les jeunes peuvent aussi avoir un effet positif important plus tôt dans le cycle de vie, en encourageant les parents à investir dans l'éducation de leurs plus jeunes enfants.

- **Intervention précoce: retirer les enfants du travail et les scolariser.** Nous avons vu ci-dessus comment l'abandon scolaire précoce des enfants et leur entrée prématurée dans le travail peuvent influencer négativement les voies vers le travail empruntées par les jeunes. Ceci souligne l'importance essentielle d'une intervention précoce dans le cycle de vie contre le travail des enfants et la marginalisation éducative, en tant que stratégie élargie pour améliorer les résultats de l'emploi des jeunes.

Heureusement, nous ne devons pas réinventer la roue, quand il s'agit de savoir comment intervenir dans ce domaine. Le grand nombre de données factuelles concernant les causes du travail des enfants et la grande expérience de programmation en matière de lutte contre le travail des enfants qui a été accumulée au cours des deux décennies écoulées<sup>15</sup> indiquent deux piliers d'une importance toute particulière: l'éducation et la protection sociale. Assurer un enseignement gratuit, obligatoire et de qualité jusqu'à l'âge minimum d'admission à l'emploi donne l'occasion aux familles d'investir dans l'éducation de leurs enfants en tant qu'alternative au travail des enfants et fait que cela est avantageux pour elles. L'élargissement de la protection sociale aide à éviter que le travail des enfants ne soit utilisé comme une stratégie de survie des ménages pour faire face aux chocs économiques et à la vulnérabilité sociale.

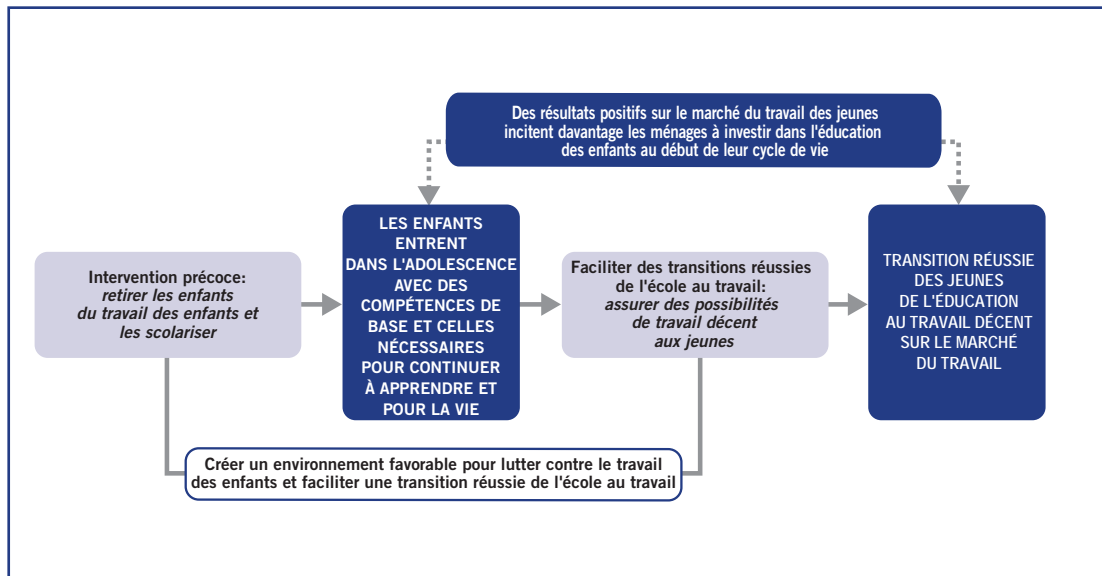
- **Faciliter la transition de l'école au travail: promouvoir des possibilités de travail décent pour les jeunes.** Nous avons également vu comment une augmentation de la demande d'aptitudes et une plus grande rentabilité de l'éducation peuvent se traduire par des investissements accrus dans l'éducation. En d'autres termes, les perspectives du marché du travail des jeunes et en particulier les bénéfices de l'éducation sur le marché du travail peuvent avoir une forte influence sur les décisions des ménages concernant la répartition du temps des enfants entre travail et école, au début du cycle de vie. L'augmentation des possibilités de travail décent pour les jeunes, notamment pour les jeunes vulnérables, qui s'ensuit, n'est pas seulement essentielle pour lutter contre la crise de l'emploi des jeunes, mais est aussi une composante nécessaire de toute stratégie de lutte contre le travail des enfants.

Encore une fois, il n'est pas nécessaire de réinventer la roue quant à la manière de promouvoir et de faciliter les transitions vers le travail décent. Alors qu'il n'y a pas une approche unique de la lutte contre la crise de l'emploi des jeunes, le grand ensemble de données factuelles et d'expériences à disposition pointe vers un ensemble de domaines politiques à considérer par rapport aux circonstances nationales et locales. Au-delà des politiques macroéconomiques en faveur de l'emploi, on trouve parmi les types spécifiques

<sup>15</sup> La *Feuille de route en vue de l'élimination des pires formes de travail des enfants* adoptée lors de la Conférence mondiale sur le travail des enfants de La Haye (2010); et la *Déclaration de Brasilia sur le travail des enfants* résultant de la III Conférence mondiale sur le travail des enfants de Brasilia (2013), offrent toutes deux un cadre fondamental aux efforts politiques.



**Figure 1. Une réponse politique cohérente au travail des enfants et au manque de possibilités de travail décent pour les jeunes**



d'interventions, considérées particulièrement pertinentes, l'amélioration de l'employabilité des jeunes moyennant l'investissement dans l'éducation et la formation, le renforcement des institutions du marché du travail et l'encouragement à l'entrepreneuriat des jeunes.

- **Prêter attention à la situation des adolescents effectuant des travaux dangereux: éliminer le travail des enfants parmi le groupe d'âge de 15 à 17 ans.** Le nombre, tant en pourcentage qu'en nombre absolu, d'adolescents âgés de 15 à 17 ans qui effectuent des travaux dangereux est considérable. Lorsque ceux-ci travaillent dans des secteurs ou des métiers considérés comme dangereux ou dans lesquels il n'y a pas de possibilité d'améliorer les conditions de travail, les exigences politiques sont claires; il faut les retirer de ce travail dangereux. Dans ces cas, il est impératif qu'il y ait une stratégie en place prodiguant aux jeunes retirés des services de soutien adéquats et une deuxième chance d'obtenir un travail décent. L'atténuation du risque est une option stratégique dans les cas où les jeunes sont exposés à des dangers dans des secteurs ou des métiers qui *ne sont pas désignés comme dangereux dans les listes nationales des travaux dangereux* et où il y a une possibilité de changement des conditions de travail. Une telle stratégie implique des mesures pour supprimer le danger, écarter suffisamment l'adolescent du danger pour qu'il n'y soit plus exposé ou pour minimiser le risque associé au danger.
- **Intégrer les questions de genre: prendre en compte les vulnérabilités des filles et des adolescentes.** Il est essentiel de tenir compte des préoccupations sexospécifiques pour réussir les interventions précoces contre le travail des enfants et les interventions ultérieures de promotion de transitions réussies vers le travail décent. Les filles font face à des difficultés lorsqu'elles entrent et demeurent à l'école, à cause de facteurs comme les mariages précoces et les tâches ménagères demandées par leur propre foyer. Les filles sont aussi particulièrement vulnérables aux pires formes de travail des enfants, comme l'exploitation sexuelle commerciale et les formes cachées de travail des enfants comme le travail domestique chez des tiers. Cette situation met en lumière le besoin primordial de stratégies éducatives inclusives, dont des écoles favorables aux filles, adaptées et favorables aux défis scolaires qu'elles doivent affronter. Elle requiert également des

interventions ciblées sur les divers facteurs culturels, sociaux et économiques qui rendent les filles particulièrement vulnérables à certains types de travail des enfants.

Dans bien des régions, les adolescentes souffrent d'avoir accès à moins d'opportunités sur le marché du travail et à plus de difficultés lors de la transition vers du travail décent. Elles sont aussi souvent confinées dans un éventail plus étroit d'opportunités professionnelles que les garçons. Les trajectoires professionnelles des jeunes femmes peuvent être gravement limitées en raison des attentes sociétales et familiales, à savoir: quitter leur travail après le mariage ou après la naissance du premier enfant. Cette position désavantageuse des filles sur le marché du travail souligne le besoin d'efforts continus visant l'égalité des chances et un traitement égal des femmes et des hommes dans l'éducation et le travail.

- **Assurer les conditions nécessaires au progrès: *bâtir un environnement propice.*** Les progrès réalisés pour retirer les enfants du travail des enfants et les scolariser, et pour fournir possibilités de travail décent aux jeunes ne seront pas possibles en l'absence d'un environnement économique et juridique propice. Une croissance économique soutenue, inclusive et durable est une des composantes fondamentales du Programme de développement pour l'après-2015 et sera essentielle pour étendre les opportunités de travail décent pour les jeunes et, finalement, pour combler le manque de travail décent des jeunes. Ces politiques macroéconomiques et de croissance peuvent soutenir l'emploi des jeunes grâce à l'encouragement de la diversification économique et le développement de secteurs menant à la création d'emplois pour les jeunes. Des possibilités élargies de travail décent augmentent davantage les bénéfices de l'éducation et, par voie de conséquence, incitent les enfants à rester à l'école au lieu d'aller travailler prématurément. Obtenir des progrès durables dans la lutte contre le travail des enfants et promouvoir le travail décent pour les jeunes requiert un environnement législatif favorable, conforme aux normes internationales et intégré dans les politiques, plans et programmes nationaux de développement. Ceci a pour effet important de montrer la volonté nationale et de fournir un cadre à l'action. Dans le domaine du travail des enfants, la plupart des pays du monde ont maintenant ratifié les conventions n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants (1999) et n° 138 de l'OIT sur l'âge minimum (1973). La prochaine étape fondamentale sur le front législatif consiste à assurer que ces conventions sont effectivement transcrites dans la législation nationale. Ce processus devrait comprendre l'élaboration de listes nationales des travaux dangereux qui sont interdits à toutes les personnes de moins de 18 ans. Dans le contexte de l'emploi des jeunes, il est essentiel de garantir les droits des jeunes au travail, afin qu'ils obtiennent un traitement égal et soient protégés contre les mauvais traitements et l'exposition aux dangers.



# RAPPORT MONDIAL SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS

Le deuxième volume de la série «Rapport mondial de l'OIT sur le travail des enfants» met en évidence les liens étroits entre le travail des enfants et l'emploi des jeunes, et la nécessité d'approches politiques communes dans les pays où prévalent le travail des enfants et le chômage des jeunes.

Le rapport présente des données empiriques sur la façon dont le travail des enfants, quand il est combiné à une éducation limitée, conduit à une vulnérabilité accrue des jeunes et à de plus grandes difficultés à trouver un bon emploi. Ces données comprennent les résultats du programme de l'OIT «Enquêtes sur la transition de l'école vers la vie active» (ETVA), une collecte de données sans précédent permettant l'analyse des trajectoires suivies par les jeunes pour entrer dans le monde du travail dans 28 pays à revenus faibles et moyens à travers le monde. Le rapport s'attarde également sur le fait que les difficultés rencontrées par les jeunes sur le marché du travail rendent l'investissement personnel dans l'éducation une alternative moins attrayante que travail des enfants quand ils sont plus jeunes.

Le travail dangereux chez les adolescents âgés de 15 à 17 ans est un troisième volet du rapport. Les jeunes de cette tranche d'âge critique, au-dessus de l'âge minimum d'admission à l'emploi dans la plupart des pays, mais aussi toujours légalement considérés comme des enfants, sont à cheval sur les deux problèmes. Le rapport démontre qu'une part alarmante des adolescents âgés de 15 à 17 ans qui travaillent le font dans des travaux dangereux et sont donc considérés comme étant en situation de travail des enfants.

L'ensemble des données présentées dans le rapport prouve que les défis auxquels sont confrontés les jeunes dans la recherche d'un travail décent ne sauraient être dissociés des défis posés par l'élimination du travail des enfants plus tôt dans le cycle de vie. En d'autres termes, l'élimination du travail des enfants est un objectif politique fondamental et un point de départ nécessaire pour la réalisation du travail décent pour tous.